

9305
Abibatou Diop Kane
Consultante NTIC

Cellule CSO/MFDSSN

Le 22 mai 2005

9269

**RAPPORT SUR LES SYSTEMES ACTUELS DE
SUIVI EVALUATION AU SEIN DES PROJETS
DU PORTEFEUILLE CSO
(PLCP, AFDS, PAREP)**

Par :

Abibatou Diop KANE
Consultante en TIC.

Pour le compte de :

La Cellule de Suivi des Projets de
Lutte contre la Pauvreté/
Ministère de la Femme, de la Famille et
Développement Social.

SOMMAIRE

- I- PRESENTATION DE LA CELLULE DE SUIVI DES PROJETS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (CELLULE CSO)**

- II- PRESENTATION DES PROJETS PRESENTS DANS LE PORTEFEUILLE DE LA CELLULE DE SUIVI DES PROJETS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (PLCP/BAD, AFDS, PAREP)**

- III- LES SYSTEMES ET OUTILS DE SUIVI EVALUATION EXISTANTS AU SEIN DES 3 PROJETS.**

- IV- CONCLUSION SUR LES SYSTEMES DE SUIVI EVALUATION DES 3 PROJETS (PAREP, PLCP/BAD, AFDS).**

- V- CONCLUSION GENERALE**

- VI- ANNEXES**

I- PRESENTATION DE LA CELLULE DE SUIVI DES PROJETS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

La Cellule de Suivi et de coordination des projets de lutte contre la pauvreté est l'interface entre le ministère MFDSSN et les différents projets et structures intervenant dans la lutte contre la pauvreté au Sénégal.

Elle est la mémoire institutionnelle du cabinet du MFDSSN en matière de gestion et d'exécution des projets de lutte contre la pauvreté.

1- LES PRINCIPAUX AXES D'INTERVENTION DE LA CELLULE

Ce sont entre autres :

- Le suivi des résultats ou indicateurs de performance ainsi que des processus d'exécution des différents projets.
- Le suivi qualitatif et quantitatif des activités
- Le suivi de l'exécution financière

Ces différentes actions de suivi se faisant sur la base des informations, collectées, gérées et répertoriées directement par les projets à travers des rapports mensuels, trimestriels, annuels etc.

2- MISSIONS DE LA CELLULE

- Superviser pour le compte du ministère MFDSSN, les projets mis en oeuvre dans le cadre du programme National de Lutte contre la Pauvreté.
- Elaborer et tenir à jour une cartographie de la pauvreté et des interventions dans ce domaine.
- Procéder annuellement au bilan des actions de lutte contre la pauvreté et établir un rapport sur l'état d'exécution des projets et programmes de Lutte contre la Pauvreté.
- Coordonner pour le compte du MFDSSN les missions de suivi et /ou de supervision des partenaires au à jour une cartographie de la pauvreté et des interventions dans ce domaine.
- Elaborer pour le compte du MFDSSN, des politiques et des stratégies pertinentes de Réduction de la Pauvreté.
- Procéder annuellement au bilan des Actions de Lutte contre la Pauvreté et établir un apport sur l'état d'exécution des projets et programmes de lutte contre la pauvreté.
- Conduire la réalisation d'études et évaluations des impacts des projets de lutte contre la pauvreté.
- S'assurer de la synergie de toutes les actions des intervenants et proposer le cas échéant des mesures correctives.
- Etc.

3- ORGANISATION DE LA CELLULE

La Cellule de Suivi des projets de Lutte contre la pauvreté est rattachée hiérarchiquement au cabinet du Ministre de la famille de la Femme et du Développement Social.

La Cellule est dirigée par un Coordonnateur national.

Le Coordonnateur supervise 3 départements techniques qui sont :

- Le département Etudes et Planification
- Le département Suivi – Evaluation et Systèmes d'informations
- Le département Administration Finances et Communication
- Le Département Coopération technique et Partenariat

II- PRESENTATION DES PROJETS PRESENTS DANS LE PORTEFEUILLE DE LA CELLULE DE SUIVI DES PROJETS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.

A) LE PLCP/BAD (Projet de Lutte contre la Pauvreté)

1- Présentation

Le PLCP est un des principaux instruments de mise en œuvre du Programme National de Lutte Contre la Pauvreté. Elaboré suivant les axes prioritaires de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté au Sénégal, le PLCP est financé conjointement par le Gouvernement Sénégalais, la Banque Africaine de Développement et le Fonds Nordique de Développement et placé sous la tutelle du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale

2- Objectifs

Le principal objectif du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté par :

- l'élévation du niveau éducatif, des compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto - promotion des groupes cibles ;
- l'accroissement de leurs capacités de génération de revenus ;
- l'amélioration de leur accès aux services sociaux de base et de leurs conditions.

3- Composantes

1. Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires ;
2. Micro-finance et Appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
3. Infrastructures, Equipements et Hydraulique ;
4. Gestion du

4- Coût du projet

15 milliards de FCFA.

5- Sources de financement

Le projet est co-financé par :

- le Fonds Africain de Développement
- le Fonds d'Assistance Technique
- le Fonds Nordique de Développement
- la Contrepartie Sénégalaise

6- Zones d'intervention

Le Projet de Lutte Contre la Pauvreté intervient dans les mêmes régions que celles initialement ciblées par l'ancien Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminine (PAGPF) que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda.

L'accent a été mis, au niveau de chacune de ces régions, dans un département jugé prioritaire.

7- Durée du projet

Cinq (5) ans.

8- Cibles

Ce sont les Organisations communautaires de base (OCB), les Systèmes financiers décentralisés, les groupes vulnérables (jeunes filles , personnes âgées, handicapés...

9- Organisation et gestion

Le Projet est administré par :

- Un bureau de gestion basé à Dakar
- 5 Unités Régionales de Gestion au niveau des 5 régions du projet que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda.

B) L'AFDS (Agence du Fonds de Développement Social)

1- Présentation

L'Agence du Fonds de Développement Social est l'organe de mise en œuvre du Projet Fonds de Développement Social (PFDS). Le Fonds de Développement Social est mis en place par le Gouvernement Sénégalais avec l'appui de la Banque Mondiale dans le cadre de la lutte contre la Pauvreté. Le cadre logique d'intervention est le Document stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

2- Objectifs

L'objectif général du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté au Sénégal. De façon plus précise :

- Améliorer les conditions de vie des femmes et des jeunes par la promotion et le financement d'activités génératrices de revenus ;
- Faciliter l'accès des couches sociales démunies aux services sociaux de base, aux équipements et aux infrastructures communautaires ;
- Renforcer les capacités des communautés de base dans la planification participative, la priorisation des besoins et l'exécution de leurs activités ;
- Renforcer les capacités de l'Administration dans l'analyse et le suivi des conditions de vie des ménages et la mise en œuvre du programme de lutte contre la pauvreté.

3- Coût du Projet

30 Millions de \$ US.

4- Sources de Financement

Le financement du Projet « Fonds de Développement Social » est assuré au moyen du crédit IDA numéro 3446 SE, de la contribution de l'Etat du Sénégal et des bénéficiaires ainsi que de l'apport de tout autre bailleur de fonds qui déciderait d'y participer.

5- Durée du projet

La durée du projet est de 10 ans répartis en 3 phases :

Phase 1 : 2001-2005

Phase 2 et 3 : 2006-2011

6- Zones d'intervention

Dakar, Fatick, Iouga, Kaolack, Kolda, Ziguinchor.

7- Cibles

Organisations communautaires de base (OCB)
Systèmes financiers décentralisés
Administration.

8- Principales composantes

1. Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires ;
2. Micro-finance et Appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
3. Infrastructures, Equipements et Hydraulique ;

9- Organisation de l'AFDS

Au Siège :

- 5 unités techniques qui sont :
 - Unité Appui aux Communautés de Base
 - Unité Appui à la Micro Finance
 - Unité Information Suivi Evaluation
 - Unité Passation des Marchés
 - Unité Renforcement des Capacités, Communication et Documentation

- 1 service Administratif et financier

Dans les régions :

6 antennes régionales : Fatick, Kaolack, Kolda, Louga, Ziguinchor et Dakar

C) LE PAREP (Projet d'Appui à la Réduction de la Pauvreté)

1- Présentation

Le projet PAREP s'inscrit dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté.

Ses axes d'intervention sont :

- L'appui au pilotage stratégique au niveau national (Consolidation du dialogue de politique pour le DHD ;
- Le Renforcement des Capacités de Suivi de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté ; - Amélioration de la Coordination opérationnelle des Programmes de Lutte contre la Pauvreté/Développement d'alliances et système d'informations sur la pauvreté pour la mobilisation des ressources...)
- La finalisation et réplique des projets pilotes de promotion des moyens d'existence durables dans les zones de concentration géographique à partir des antennes régionales mises en place.

2- Objectifs

Objectif Général :

Contribuer à la réduction de la pauvreté dans les zones d'intervention.

Objectifs Spécifiques :

- Améliorer l'accès aux services sociaux de base des populations pauvres des zones ciblées
- Promouvoir les Activités Génératrices de Revenus aux profit des populations Pauvres
- Favoriser l'accès des populations pauvres/ GV aux services de la micro finance.
- Améliorer les capacités des groupes cibles ;

3- Composantes

- Micro finance et - Appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
- Infrastructures, Equipements et Hydraulique ;
- Renforcement de capacités des bénéficiaires et partenaires.

4- Coût Projet

4 500 000\$

5- Cibles

Catégories marginalisées et les groupes vulnérables (femmes, jeunes, enfants, handicapés, les personnes du troisième âge, les personnes déplacées et réfugiées ...), à travers leurs organisations (GIE, GPF, Association, conseil de quartier...]

6- Sources de Financement

PNUD, Coopération Luxembourgeoise, Gouvernement du Sénégal.

7- Durés

33 mois.

8- Zones d'intervention

Axe Louga –Saint – Louis – Matam
Axe Tamba-Kédougou-Bakel
Axe Ziguinchor Bignona-Oussouye.

9- Organisation et gestion

Le Projet est administré par un bureau basé à Dakar et des 4 Antennes Régionales installées à St Louis, Bambey, Tambacounda et Ziguinchor.

**III- SYSTEMES ET OUTILS DE SUIVI EVALUATION EXISTANTS AU SEIN
DES PROJETS**

A) LE SYSTEME DE SUIVI EVALUATION AU SEIN DU PLCP/BAD

1- Les supports standards de Suivi Evaluation

Ce sont principalement :

- ❑ Les rapports trimestriels des bureaux régionaux
- ❑ Les plans de travail trimestriels et annuels (PTA)
- ❑ Les états de suivi budgétaire
- ❑ Les rapports des missions d'Evaluation faites par des cabinets externes :
 - 1 Evaluation globale du projet en 2005.
 - 1 Evaluation interne de chaque composante par le Maître d'ouvrage (SAFEFOD).
 - 1 Evaluation de la Composante Alphabétisation par la Direction de l'Alphabétisation.
 - 1 Evaluation de la composante Micro Finance par la Cellule AT-CPEC
 - 1 situation de référence ou étude du milieu faite en début de projet pour caractériser les zones d'intervention avant le démarrage des activités.

2- Les Supports de S/E spécifiques au PLCP/BAD

- Un calendrier Suivi des activités sous MS Project.
- L'application Tom Pro pour le suivi budgétaire.
- Un tableau bilan des indicateurs qui donne la valeur atteinte pour chaque indicateur que le projet a en charge (voir tableau Page 14). Tableau produit en fin de projet par un cabinet externe.
- Les fiches d'activités remplies par les CR pour le volet Alphabétisation.

3- Organisation et ressources dédiées au suivi évaluation :

- ❑ Au PLCP, il n'existe pas un service ni des ressources humaines dédiées spécifiquement au Suivi Evaluation.
- ❑ Il existe un expert pour chaque composante. L'expert est chargé de faire le Suivi Evaluation du portefeuille de ses activités, par l'intermédiaire des rapports trimestriels et fiches d'activités envoyés par les URG (Unités régionales de Gestion).
- ❑ La fonction de Suivi Evaluation pour le secteur Alphabétisation est assurée par la Direction de l'Alphabétisation à travers les CR. Les CR ont un canevas propre de rapport de Suivi.

4- Analyse et critique du Système de Suivi Evaluation du PLCP/BAD

Nous remarquons que :

- ❑ La fonction de suivi des activités est correctement prise en charge et assurée de façon précise et pertinente par l'application qui rend compte des dates de réalisations, des ressources, ainsi que des différents écarts sur les prévisions.
- ❑ La fonction de suivi budgétaire est aussi correctement prise en charge par l'Application Tom Pro.
Cependant, **il n'existe pas d'outils spécifiques pour produire et suivre régulièrement l'évolution des indicateurs de performance** ; Il n'existe pas un système interne automatisé capable de générer régulièrement, en temps réel, à partir des activités menées par le PLCP sur le terrain, la **situation des indicateurs**. La situation des indicateurs exploitée actuellement a été faite en fin de projet par l'intermédiaire d'un cabinet externe (voir Tableau page 13).
- ❑ L'absence d'un service et des ressources dédiées, fait de la fonction de Suivi Evaluation une fonction subsidiaire dont la responsabilité est partagée par plusieurs personnes dont les organes non membres du PLCP (Les CR).
- ❑ Le fait que les responsables des bureaux régionaux en charge de réaliser les activités, aient aussi pour responsabilité de faire le suivi et l'évaluation qualitative et quantitative des activités, fait que le Suivi Evaluation ne peut être fait de façon objective à 100%, puisqu'ils sont à la fois juges et parti.

B) LE SYSTEME DE SUIVI EVALUATION AU SEIN DE L'AFDS

Des trois projets visités, l'AFDS est la structure qui soit la plus en avance en termes de recherche de stratégies de Suivi Evaluation

Le Suivi Evaluation est effectivement perçu dans la structure comme un enjeu et un outil de mesure de performance.

L'AFDS s'est en effet doté d'un service technique dédiée au Suivi Evaluation de ses différentes activités,

1- Les Supports standards de Suivi Evaluation

Ce sont :

- Les rapports trimestriels des bureaux régionaux
- Les plans Opération Budget Annuel (POBA)
- Les états de suivi budgétaire générés par l'application Tom Pro
- Les Missions de supervision de l'équipe technique du siège
- L'Evaluation a mi-parcours par un cabinet externe
- La Situation de Référence des villages cibles faites par l'intermédiaire d'évaluations participatives en début de projet. Pour chaque village il existe une fiche de référence.
- Le Bilan annuel.

2- Les supports et outils spécifiques AFDS

Ce sont principalement :

- Une base de données sous Excel (Voir tableau page 17)

Cette base de données permet de suivre de façon très détaillée le micro projets, les bénéficiaires, les contrats sous le portefeuille AFDS.

La base de données permet de produire régulièrement :

- L'historique de chaque dossier déposé à l'AFDS par un bénéficiaire est stocké dans la dite base. : détail des visites relatives au Micro Projet, détail des paiements, détail des évaluations etc.
- Une fiche de suivi de chaque activité qui donne le détail de chaque activité et surtout l'historique en termes de paiement et le solde du budget alloué
- (voir tableau 18)
- Les rapports des Opérateurs chargés d'exécuter les activités sur le terrain
- Les rapports d'évaluation d'impact
- Les rapports d'évaluation de la qualité des infrastructures.

3- Organisation et Ressources dédiées au Suivi Evaluation au sein de l'AFDS

Ressources

Il existe une unité Information Suivi évaluation au sein de l'AFDS. Ce service est dirigé par un expert en Suivi Evaluation.

Un manuel de procédure du Suivi Evaluation fixe les différentes procédures de collecte, de traitement et de vérification des données de Suivi.

Organisation

Les responsables d'antennes régionales font la synthèse des activités menées sur le terrain et font la remontée au siège sous forme de fiches de collecte d'information. Ces fiches sont réceptionnées par les responsables techniques des composantes, puis imputées au service Information Suivi Evaluation qui fait les saisies et traitements nécessaires pour la mise à jour de la base de données et l'exploitation des données.

4- Analyse du Système

- ❑ L'AFDS est à même de générer dans sa base la masse d'informations nécessaires à un suivi précis des activités, de sa gestion budgétaire, mais aussi de ses indicateurs.
- ❑ Le système de Suivi Evaluation actuel, même s'il n'est pas entièrement automatisé a le mérite de pouvoir produire de façon automatique :
 - les états budgétaires
 - Les états détaillées ou cumulées des activités
 - La situation chiffrée des indicateurs après retraitement des données de la base de données.
- ❑ Par ailleurs les missions périodiques de l'équipe du siège sur le terrain permettent un contrôle et une validation des rapports provenant des antennes régionales.
- ❑ Cependant nous devons signaler que le système de suivi actuel sera très prochainement remplacé par un système entièrement automatisé capable de fournir en temps réel et de façon exhaustive toutes les données relatives au suivi des activités, des bénéficiaires, des indicateurs, des opérateurs etc.

C) LE SYSTEME ACTUEL DE SUIVI EVALUATION AU PAREP

1. Les supports standards de Suivi Evaluation

Ce sont principalement :

- Les rapports trimestriels et annuels des bureaux régionaux
- Le plan de travail Trimestriel
- Le plan de travail Annuel
- Les états de suivi budgétaire et comptables produits par Atlas et Tom Pro

2. Les supports et outils spécifiques PAREP

- Tom Pro et Atlas pour le Suivi budgétaire et comptable

3. Organisation et Ressources dédiées au Suivi Evaluation

- La fonction de collecte est affectée au responsable de l'antenne régionale, qui transmet chaque trimestre un rapport au responsable technique du siège.
- L'équipe du siège procède à la synthèse au retraitement et à la consolidation des rapports des différentes antennes.
- L'équipe du siège effectue des missions ponctuelles de suivi sur le terrain.
- Il n y a pas de ressources humaines, ni un service dédié pour le Suivi Evaluation au PAREP.

4. Analyse et critique du Système

Du Suivi budgétaire

Nous avons remarqué que le Suivi budgétaire est fait de façon détaillé et assez fine grâce aux outils Tom Pro et Atlas, qui permettent de documenter tous les aspects liés aux dépenses faites dans le cadre d'une activité. (voir Annexes et page 21).

Du Suivi des activités

- ❑ Il n'y a pas suivi activité par activité l'intermédiaire d'un support comme la fiche de Suivi activité. **L'historique d'une activité n'est pas répertorié dans le détail.**
- ❑ Seuls les rapports trimestriels rendent compte du déroulement des activités.
Le niveau de détail et de précision du rapport trimestriel ne suffit pas pour un suivi Activité détaillé.
Le format de présentation du rapport trimestriel n'est pas standardisé, ce qui rend difficile son exploitation.
- ❑ La périodicité trimestrielle des rapports des antennes ne fait pas du rapport trimestriel un outil de suivi en temps réel.

Du Suivi des indicateurs

- ❑ Le rapport trimestriel des antennes, ne donne pas un rapport chiffré de l'évolution des indicateurs sur le trimestre en cours, suite aux activités de ce trimestre.
- ❑ Le fait de ne pas disposer d'une situation de référence de toutes les zones d'intervention, ainsi que des indicateurs correspondants peut affecter l'évaluation d'impact des activités menées.
- ❑ Cependant il faut noter que le PAREP s'est engagé avec la Cellule CSO dans la mise en place d'un système automatisé (informatisé) de Suivi Evaluation. Ce système a pour objectif de palier aux insuffisances du Suivi Evaluation, telles que citées ci dessus.
Le présent rapport entre dans le cadre de la mise en place de ce futur système de Suivi Evaluation.

IV- CONCLUSION SUR LES SYSTEMES DE SUIVI EVALUATION DES 3 PROJETS(PAREP, PLCP/BAD, AFDS).

- 1- Partout le suivi budgétaire est correctement assuré et pris en charge par des outils performants tels Tom PRO, Atlas etc.
 - 2- Le suivi des activités est fait dans les trois entités. Cependant, il n'est pas toujours fait de façon systématique, dans le détail et en temps réel, au sein des 3 projets.
 - 3- Le suivi régulier et automatisé de l'évolution des indicateurs ne se fait pratiquement pas dans les projets. Il est fait de façon ponctuelle, ou en fin de cycle et souvent par retraitement. Les tableaux d'indicateurs sont produits souvent annuellement par des intervenants externes.
 - 4- Surtout il n' y a pas une production et une remontée organisée et systématisée de l'évolution des indicateurs vers la Cellule de Suivi CSO.
- 6- On peut dire que la CSO n 'a vraiment une visibilité sur l'évolution des indicateurs qu'elle est censée superviser.

V) CONCLUSION GENERALE.

L'indicateur de performance est l'équivalent pour la Cellule CSO, du chiffre d'affaires pour une entreprise.

De même qu'un chef d'entreprise et son équipe, est capable de dire à tout moment quel est son chiffre d'affaire, le responsable de la CSO devrait pouvoir à tout moment savoir quelle est la performance des projets qu'il supervise en terme d'indicateurs.

Ceci n'est pas encore le cas. C'est pour avoir cette visibilité que la Cellule CSO a décidé de mettre en place son propre système de Suivi Evaluation des projets dan son portefeuille. La production du présent rapport entre dans ce cadre.

Le 19 mai 2005

IV ANNEXES

ANNEXE1 :

Liste non exhaustive des indicateurs de pauvreté par composante et sous composante
 (Indicateurs à suivre dans le cadre du Suivi Evaluation CSO)

INDICATEURS	CODE	DETERMINATION
COMPOSANTE ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE		
EDUCATION		
Nombre de salles de classe financées		
Nombre d'écoles financées		
Montant financement salles de classes		
Montant financement écoles		
Nombre total de bénéficiaires écoles/salles classes		
Nombre de bénéficiaires sexe féminin écoles/salles classes		
Nombre de bénéficiaires sexe masculin écoles/salles classes		
Nombre de réhabilitation salles de classe/écoles financées		
Montant financement réhabilitation salles de classes		
Nombre de bénéficiaires réhabilitations ecoles/salles classes		
Population scolarisée avant intervention		
Population scolarisée après intervention		
Taux de réussite aux examens		
SANTE		
Nombre de cases de santé financées		
Nombre de postes de santé financées		
Nombre de maternités villageoises financées		
Nombre d'ambulances		
Montant financement cases de santé		
Montant financement postes de santé		
Montant financement maternités villageoises		
Montant financement ambulances		
Nombre de bénéficiaires de cases de santé		
Nombre de bénéficiaires de postes de santé		

Nombre de bénéficiaires maternité villageoise		
Nombre de bénéficiaires ambulances		
HYDRAULIQUE		
Nombre de puis financés		
Nombre de forages financés		
Nombre de systèmes d'adduction d'eau financés		
Montant financement puits		
Montant financement forages		
Montant financement système adduction eau		
Nombre de bénéficiaires de puits		
Nombre de bénéficiaires de forages		
Nombre de bénéficiaires de systèmes d'adduction d'eau		
INFRASTRUCTURES MARCHANDES		
Nombre de magasins de stockage financés		
Nombre de magasins d'intrants financés		
Nombre de marchés financés		
Nombre de boutiques villageoises financées		
Montant financement magasins de stockage		
Montant financement magasins intrants		
Montant financement boutiques villageoises		
Montant financement marchés		
Nombre de bénéficiaires des magasins de stockage		
Nombre de bénéficiaires de forages		
Nombre de bénéficiaires de systèmes d'adduction d'eau		
AUTRES INFRASTRUCTURES		
Nombre de latrines financées		
Montant financement latrines		
Nombre de bénéficiaires latrines		
COMPOSANTE AGR/ MICROFINANCE		
Nombre d'AGR financés pour promoteurs femme		
Nombre d'AGR financés pour promoteurs homme		
Nombre d'AGR financés pour les OCB		
Nombre d'AGR financés pour les GIE		
Nombre d'AGR financés pour les ASC		
Nombre d'AGR financés en agriculture		
Nombre d'AGR financés en pêche		
Nombre d'AGR financés en commerce		

Nombre d'AGR financés autres secteurs d'activités		
Montant de l'Epargne concernant le sexe féminin		
Montant de l'Epargne concernant le sexe masculin		
Montant de l'Epargne concernant la communauté X		
Montant de l'Epargne concernant Le département X		
Montant de l'Epargne concernant La région X		
Nombre d'épargnant OCB		
Nombre d'épargnant GIE		
Nombre d'épargnants autres statuts juridiques		
Nombre d'épargnants agriculture		
Nombre d'epargnant pêche		
Nombre d'épargnant élevage		
Nombre d'AGR épargnants secteur pêche		
Nombre d'AGR d'épargnants autres secteurs d'activités		
Nombre de femmes accédant au crédit		
Nombre d'hommes accédant au crédit		
Nombre de personnes accédant au crédit/agriculture		
Nombre de personnes accédant au crédit/élevage		
Nombre de personnes accédant au crédit/pêche		
Nombre de personnes accèdent aux crédit/autres secteurs activités		
Nombre de personnes accédant au crédit/communauté		
Nombre de personnes accédant au crédit/département		
Nombre de personnes accédant au crédit/région		
Nombre de GIE accédant au crédit/région		
Nombre d'OCB accédant au crédit/région		
Nombre de SARL accédant au crédit/région		
Nombre de ASC accédant au crédit/région		
Nombre de statuts juridiques autre accèdent au crédit/région		
Nombre de structures accédant au crédit/agriculture		
Nombre de structures accédant au crédit/élevage		
Nombre de structures accédant au crédit/pêche		
Nombre de structures accédant au crédit/commerce		
Nbre de structures accédant aux crédit/autres activités		
Nbre de structures accédant au crédit/communauté rurale		
Nbre de structures accédant au crédit/département		
Nbre de structures accédant au crédit/région		

Pourcentage de remboursement de crédit dans /population de sexe féminin		
Pourcentage de remboursement de crédit dans /population de sexe masculin		
Pourcentage de remboursement de crédit dans /communauté rurale		
Pourcentage de remboursement de crédit /departem		
Pourcentage de remboursement de crédit /région		
Pourcentage de remboursement de crédit /OCB		
Pourcentage de remboursement de crédit /ASC		
Pourcentage de remboursement de crédit /GIE		
Pourcentage de remboursement de crédit /SARL		
Pourcent. remboursement de crédit /autre statuts juridique		
Pourcentage crédit échus non remboursés dans /population de sexe féminin		
Pourcentage crédit échus non remboursés dans /population de sexe masculin		
Pourcentage crédit échus non remboursés dans /communauté rurale		
Pourcent. Crédit échus non remboursés /départem		
Pourcent. Crédit échus non remboursés /région		
Pourcent. Crédit échus non remboursés /agriculture		
Pourcent. Crédit échus non remboursés /pêche		
Pourcent. Crédit échus non remboursés /élevage		
Pourcent. Crédit échus non remboursés /commerce		
Pourcent. Crédit échus non remboursés /autre secteur activités		
Pourcent. Créances douteuses population sexe féminin		
Pourcent. Créances douteuses population sexe masculin		
Pourcent. Créances douteuses OCB		
Pourcent. Créances douteuses ASC		
Pourcent. Créances douteuses GIE		
Pourcent. Créances douteuses population SARL		
Pourcent. Créances douteuses autres statut juridique		
Pourcent. Créances douteuses communauté rurale		
Pourcent. Créances douteuses département		
Pourcent. Créances douteuses région		
Pourcent. Créances douteuses secteur agriculture		
Pourcent. Créances douteuses secteur élevage		

Pourcent. Créances douteuses secteur pêche		
Pourcent. Créances douteuses secteur commerce		
Pourcent. Créances douteuses autres secteurs activités		

COMPOSANTE RENFORCEMENT DE CAPACITES

Nombre de sessions de formation module organisation & dynamique communautaire		
Nombre de sessions de formation module passation de marchés		
Nombre de sessions de formation gestion financière		
Nombre de sessions de formation module Marketing		
Nombre de sessions de formation module planification participative		
Nombre de sessions de formation module technologie appropriée		
Nombre de sessions de formation module technologie appropriée		
Nombre de sessions de formation autres modules		
Nombre de sessions de formation /communauté rurale		
Nombre de sessions de formation /département		
Nombre de sessions de formation /région		
Nombre de personnes formées module organisation & dynamique communautaire		
Nombre de sessions de personnes formées module passation de marchés		
Nombre de sessions de personnes formées module gestion financière		
Nombre de personnes formées module Marketing		
Nombre de personnes formées planification participative		
Nombre de personnes formées module technologie appropriée		
Nombre de personnes formées module gestion des projets		
Nombre de personnes formées autres modules		
Nombre de personnes formées sexe féminin		
Nombre de personnes formées sexe masculin		
Nombre d'OCB ayant reçu une formation		
Nombre d'ASC ayant reçu une formation		

Nombre de GIE ayant reçu une formation		
Nombre de SARL ayant reçu une formation		
Nombre de comités de gestion ayant reçu une formation		
Nombre de mutuelles ayant reçu une formation		
Nombre de autres statuts ayant reçu une formation		
Nombre de personnes formées /communauté		
Nombre de personnes formées /département		
Nombre de personnes formées /région		

COMPOSANTE COORDINATION ET SUIVI DE GESTION

Nombre de missions de terrain effectué par le programme par communauté		
Nombre de missions de terrain effectué par le programme par département		
Nombre de missions de terrain effectué par le programme par région		
Nombre de missions de terrain effectué par la coordination par communauté		
Nombre de missions de terrain effectué par la coordination par département		
Nombre de missions de terrain effectué par la coordination par région		
Nombre de rencontres de coordination initiée par le programme		
Nombre de rencontres de coordination initié par la coordination		
Montant des financements accordés par le programme par communauté		
Montant des financements accordés par le programme par département		
Montant des financements accordés par le programme par région		

**Abibatou Diop Kane
Consultante NTIC**

Cellule CSO/MFDSSN

Le 19/05/2005

ANNEXES 2 , 3 et 4

SUPPORTS SUIVI EVALUATION PLCP/BAD



TABLEAU DES INDICATEURS DU PROJET

RESULTATS	ACTIVITES	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification
<p>COMPOSANTE RENFORCEMENT DES CAPACITES</p> <p>Résultat 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Le niveau éducatif, les compétences techniques et la capacité d'auto promotion des groupes cibles sont améliorés. 	<p>Activités</p> <ol style="list-style-type: none"> Former 40 formateurs ou formatrices et 600 facilitateurs ou facilitateuses ; Alphabétiser 36 000 auditeurs - auditeuses dans 600 Communautés de Base ; Sensibiliser 36000 bénéficiaires sur les thèmes de santé, hygiène, assainissement, environnement, gestion et auto-organisation ; Développer une stratégie d'information et de communication sur le projet ; Former 1800 représentant(e)s des bénéficiaires à la gestion et à l'entretien durable des équipements et infrastructures ; Former 1800 responsables de groupements de bénéficiaires à l'utilisation du crédit, la gestion financière des AGR et à la commercialisation des produits ; Former 3000 responsables de groupements bénéficiaires pour la mise en place et la gestion des CEC et 1200 sur la formulation et la gestion de projets. 	<p>CADRE DES OBJECTIFS - RESULTATS - ET ACTIVITES DETAILLES DU PROJET</p> <ul style="list-style-type: none"> 40 formateur(trice)s et 600 facilitateur(trice)s formé(e)s ; 36000 auditrice(teur)s sont alphabétisé(e)s dans 600 communautés ; 36000 bénéficiaires sont sensibilisé(e)s sur divers thèmes ; 1800 représentant(e)s des bénéficiaires sont formé(e)s à la gestion des infrastructures ; 1800 responsables de groupements sont formé(e)s à l'utilisation du crédit, à la gestion financière et des AGR ; 3000 responsables de groupements bénéficiaires sont formé(e)s à la mise en place et à la gestion des CEC ; 1200 responsables de groupements bénéficiaires sont formé(e)s sur la formation et la gestion de projet. 	<p>Rapports de la DPS, enquêtes participatives ;</p> <p>Rapports des séminaires de formation ;</p> <p>Plan de formation ;</p> <p>Programme de formation ;</p> <p>Rapport d'activités du MOD.</p>
	<p><i>Objectif Spécifique</i> : Elever le Niveau Educatif, les Compétences Techniques et Professionnelles et les Capacités d'Auto Promotion des Groupes Cibles</p>		

PROGRAMME PREVISIONNEL - ANNEE 2005

N°	Index \	Nom de la tâche	Début	Fin	Noms ressource	1er trimestre			2e trimestre			3e trimestre			4e trimestre				
						Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Jul	Aoû	Sep	Oct	Nov	Déc		
1	1	REINFORCEMENT DES CAPACITES DES BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	Lun 03/01/05	Ven 30/12/05															
2	1.1	Restitution résultats évaluation externe à mi-parcours du programme d'alphabétisation	Lun 03/01/05	Lun 28/02/05															
3	1.2	Finalisation des brochures par le cabinet OFBD relatif à la sensibilisation sur les résultats du projet	Lun 03/01/05	Lun 28/02/05															
4	1.3	Conduite du programme de rattrapage en apprentissages fondamentaux	Lun 03/01/05	Mar 31/05/05															
5	1.4	Consolidation du programme de post alphabétisation	Lun 03/01/05	Ven 30/09/05															
6	1.5	Suivi de la mise en place bibliothèques et ouvrages post alpha,	Lun 03/01/05	Ven 30/09/05															
7	1.6	Recyclage des relais facilitateurs en alpha	Lun 03/01/05	Ven 30/09/05															
8	1.7	Evaluation externe finale du programme d'alphabétisation par la DALN	Lun 02/05/05	Lun 31/10/05															
9	1.8	Organisation de foras régionaux d'échanges (2400 relais en IS, CLEC, promoteurs de projets, comités de gestion)	Lun 03/01/05	Ven 29/07/05															
10	1.9	Réalisation des reportages et diffusion d'informations (Radio, télé et presse écrite)	Lun 03/01/05	Ven 30/12/05															
11	1.10	Séminaires de partage avec les partenaires	Mar 01/02/05	Ven 30/12/05															
12	1.11	Restitution/validation de la brochure sur le bilan du projet	Ven 01/04/05	Lun 31/10/05															
13	1.12	Recyclage des relais en intermédiation sociale et accomp	Mar 01/02/05	Ven 29/07/05															
14	1.13	Poursuite du programme de sensibilisation des bénéficiair	Lun 03/01/05	Ven 30/12/05															
15	1.14	Missions de suivi des activités sur le terrain	Lun 03/01/05	Mer 30/11/05															
16	1.15	Alphabétisation des serignes daaras	Mar 01/02/05	Ven 29/04/05															
17	1.16	Formation des membres de Groupements de Promotion Féminine en teinture	Mar 01/03/05	Mar 31/05/05															
18	2	MICROFINANCE ET APPUI AUX AGR	Lun 03/01/05	Ven 30/12/05															
19	2.1	Mobilisation du Fonds de crédit restant	Lun 03/01/05	Jeu 31/03/05															
20	2.2	Mise à disposition des Fonds	Lun 03/01/05	Ven 29/04/05															
21	2.3	Poursuite des financements	Lun 03/01/05	Ven 29/07/05															
22	2.4	Equipement des CAPEC	Mar 01/02/05	Lun 28/02/05															
23	2.5	Formation des bénéficiaires	Mar 01/02/05	Mer 31/08/05															

Projet : CalendrierActivites2005
Date : Mer 04/05/05

Page 1

28612

PLCP/BAD



**SYNTHESE DES REALISATIONS par rapport au
CADRE DES OBJECTIFS**

COMPOSANTES	ACTIVITES	PREVUES	REALISEES	ECARTS	OBSEVATIONS
Renforcement de capacités	Conception d'un Plan directeur de formation pour le Projet	01	01	00	Un plan directeur a été réalisé et il est en cours d'exécution
	Conception d'une Stratégie globale d'information et de communication pour le Projet	01	01	00	Une stratégie d'information et de communication a été élaborée par le Cabinet OFBD qui a été retenu comme MOD de la sous-composante IEC. Il a réalisé à ce titre, différentes activités mentionnées dans les réalisations de la sous composante.
	Formation de 40 Formateurs	40	40	00	Les 40 formateurs ont été sélectionnés, formés et recyclés 5 fois
	Formation de 1200 facilitateurs	1200	1200	00	1200 facilitateurs ont été recrutés par les 30 opérateurs d'alphabétisation et ont reçu une formation initiale et formation recyclage et chacun conduit les apprentissage d'une classe pendant 12 mois d'affilée
	Alphabétisation de 36 000 bénéficiaires	36 000	34 225	1 775	36 000 bénéficiaires ont été enrôlés au départ du programme. Au 3 ^{ème} trimestre de la 1 ^{ère} cohorte ainsi qu'au 2 ^{ème} trimestre de la deuxième cohorte, il y a eu un total d'abandon de 1775 personnes. Nous ne disposons pas de l'évolution de la situation au 4 ^{ème} trimestre pour chaque cohorte.
	Sensibilisation 36 000 bénéficiaires sur des thématiques d'intérêt stratégique	36 000	82 828	+ 46 828	Le nombre de bénéficiaires que les actions IEC devaient initialement toucher est de 36.000 personnes, à savoir, les bénéficiaires de l'alphabétisation. Après la constitution des activités IEC en sous composante autonome, avec un MOD à part entière, elle a ciblé l'ensemble des communautés de base et c'est pourquoi elle est arrivée à toucher, en un trimestre d'activités, 82.828 personnes. Les dernières statistiques globales n'ont pas encore disponibles.

**Abibatou Diop Kane
Consultante NTIC**

Cellule CSO/MFDSSN

Le 19/05/2005

ANNEXES 5 , 6

SUPPORTS SUIVI EVALUATION AFDS

FICHE DE SUIVI D'UN MICRO PROJET

Village de: Médina Nguéyenne
 Titre du MP/SP: Construction et équipement d'une case de santé à Médina Nguéyenne
 Montant total financement: 13 961 371 F
 Apport OCB: 697 570 F
 Financement AFDS: 13 253 801 F
 Date de démarrage: 25/08/03

Date de la tranche	Tranches	Prévus		Réalisés			Solde	Observations
		Activités	Montant	Date	Activités	Montant décaissé		
06/06/03	Tranche 1	Act1: Formation ASC et Matrone	5 999 261	03/11/2003	Act1: Formation ASC et Matrone	4 975 708	1 023 553	La formation des matrones et ASC (durée 6 mois) est en cours
		Act2: suivi maître d'œuvre.		25/08/2003	Act2: suivi maître d'œuvre.			
		Act3: Travaux de construction (Gros œuvre)			Act3: Travaux de réhabilitation (Gros œuvre)			
		Act4: Suivi auto-évaluation						
	Tranche 2	Act2: suivi maître d'œuvre.	6 528 110	25/08/2003	Act2: suivi maître d'œuvre.			La demande de paiement d'une 2ème tranche n'est pas encore introduite
		Act3: Travaux de construction (Gros œuvre)			Act3: Travaux de réhabilitation (second œuvre)			
		Act5: Equipement						
		Act2: suivi maître d'œuvre.						
	Tranche 3	Act4: Suivi auto-évaluation	1 354 590			0		La 3ème tranche n'est pas encore décaissée
		Act 6: Dotation en médicaments						
		Act7: Formation en technique entretien et maintenance						
		Act 8: Formation en gestion de l'environnement						
		Act 9: Formation en technique entretien et maintenance						

AFDS

ENTETE DE LA FICHE DE SUIVI D'UN MICRO PROJET
 EXTRAIT DE LA BASE DE DONNEES AFDS

Code DMP	Nom du MP	Code Région	Code Département	Code communauté rurale ou commune	Code village	Localisation (urbain ou rural)	Code secteur	Date du MP	Date de réception par l'ARFS	Nom de l'OCB
population totale	Nombre total de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires hommes	Nombre de bénéficiaires femmes	Nombre de bénéficiaires jeunes	Nombre de bénéficiaires CV	Nombre de bénéficiaires indirectes	Nature Micro Projet (U ou SCH)	Montant du financement du DMP	Contribution Bénéficiaires	Contribution AFDS
Date de l'évaluation bureau du MP	Décision du CTE bureau (Catégorie A ou B, ou C)	Raison du rejet du MP CTE bureau, Raison du renvoi de l'évaluation	Date de l'évaluation de terrain du MP/SP	Décision du CTE terrain	Raison du rejet du MP/SP, Raison du retard de l'évaluation	Date de l'évaluation de terrain du MP	Date d'envoi du MP évalué au siège	Date de réception du MP au siège de l'AFDS	Date de saisie dans le SISE	Raison du retard de la saisie dans le SISE
Date de réception par le responsable de la composante	Date de saisie dans le SISE	Date de revue par le CAD	Décision CAD	Raison du retard de la revue par le Responsable/Raisons du rejet	Date d'envoi pour non objection	Date d'approbation	Décision DG	Numéro du MP	Date d'envoi des dossiers approuvés à l'ARFS	Raison du retard de la revue/Approbaton par le DG Raison du rejet
Date d'approbation	Date de réception des dossiers approuvés à l'ARFS	date d'envoi de l'accord signé au siège	Date du lancement du MP	Raison du retard du lancement du MP	Date de la dernière visite de suivi	Cumul des visites de suivi jusqu'au dernier mois	Relayer 2 constats majeurs sur le MP	Date du certificat d'achèvement	Date de l'évaluation du MP	Expliquer les retards accusés dans l'évaluation
Relayer 2 constats majeurs sur le MP	Date de signature de l'Accord de financement	Nombre de tranches de paiement du financement	Raison du retard de la signature de l'Accord de financement du MP	Date de réception de l'Accord de financement signé au siège de l'AFDS	Date de paiement de la première tranche	Montant viré	Date de réception du rapport financier	Raison du retard du paiement de la première tranche	Date de la demande de paiement de la deuxième tranche	Date de paiement de la deuxième tranche
Montant viré	Date de réception du rapport financier	Raison du retard du paiement de la deuxième tranche	Date de la demande de paiement de la troisième tranche	Date de paiement de la troisième tranche	Montant viré	Date de réception du rapport financier	Raison du retard du paiement de la troisième tranche			

**Abibatou Diop Kane
Consultante NTIC**

Cellule CSO/MFDSSN

Le 19/05/2005

ANNEXES 7 , 8

SUPPORTS DE SUIVI EVALUATION DU PAREP

PAREP

Numéro du descriptif : SEN/03/OO1/B/01/99

Titre du programme : Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PAREP)

Code Atlas : 00014719

Code Révision : "C"

1\$=500

Produits/Activités	TOTAL REVISION BUDGETAIRE C		DEPENSES				TAUX
	EN \$	en FCFA	2 003	2 004	Trim. 1 2005	TOTALES	D'EXEC
Activity n°: 1 Elaboration du Rapport National sur le Développement publié							
Total Activity n°: 1	130 319	65 159 500	20 000 000	18 578 221	2 087 000	40 665 221	62,409%
Activity n°: 2 Réalisation d'un Portefeuille d'études stratégiques							
Total Activity n°: 2	125 000	62 500 000	0	0	0	0	0,000%
Activity n°: 3 Appui à la Cellule de suivi de la SRP							
Total Activity n°:3	96 151	48 075 500	0	5 250 000	3 150 000	8 400 000	17,473%
Activity n°: 4 Un observatoire national de suivi de la pauvreté des conditions de vie et du développement humain mis en place et rendu opérationnel avec le concours d'autres partenaires							
Total Activity n°: 4	300 000	150 000 000	23 445 500	8 105 000	17 513 850	49 064 350	32,710%

